

Meeting du 18 02 2010 Intervention de Sylvie Bacqué NPA

Les classes populaires souffrent de la politique des classes dominantes et de l'Etat alors que ces derniers affichent leur autosatisfaction. Cyniques et indifférents, ils s'engagent dans la fuite en avant accentuant les aberrations économiques et sociales qui ont conduit à la crise. Les plans de relance n'ont d'autre objectif que d'alimenter les profits et les spéculations des financiers et des banques pour accroître la compétitivité et la rentabilité des entreprises.

A la crise économique du capitalisme s'ajoute la crise écologique d'une exceptionnelle gravité, la crise climatique. Lors du sommet de Copenhague, les dirigeants des principales puissances de la planète n'ont pas permis d'aboutir sur des accords permettant de relever le défi. Comme le dit Chavez » si le climat avait été une banque il aurait été sauvé ».

Les élections sont des moments importants pour dénoncer la folle politique des dirigeants. Pour nous, c'est l'occasion de défendre notre programme répondant aux besoins des populations, de ses droits, de regrouper le plus grand nombre autour de ce programme.

C'est bien pourquoi l'enjeu de ces élections est aussi un enjeu national. Ce sera l'occasion aussi de mesurer le rapport de force politique dans notre pays et pour chaque parti de faire avaliser sa politique par les électeurs.

La question sociale, celle des licenciements, du pouvoir d'achat, des services publics, de l'écologie sont au cœur des débats et implique des choix radicaux.

Les conseils régionaux n'ont pas le pouvoir de contrecarrer les politiques nationales mais ils peuvent être un lieu de contre pouvoir qui ne plie pas à la politique libérale pour défendre les intérêts des classes populaires et donner appui pour les mobilisations.

On nous reproche souvent de ne pas mettre la main dans le cambouis, mais la présence du NPA dans les élections régionales démontre notre volonté à participer à la vie politique de notre région. Et nous comptons bien avoir des élus !

Le NPA présente des listes dans toutes les régions, seul sur 10 listes et 11 sur des listes unitaires. Sur le département 65, nous avons tenu des réunions unitaires avec le PC, PG, gauche unitaire mais sans pouvoir concrétiser et cela n'est pas de notre fait. Il y a urgence à apporter des réponses politiques.

Nous nous insurgeons contre le projet de la réforme des collectivités territoriales, il s'agit de forcer les collectivités à se mouler dans le cadre des politiques néolibérales de la RGPP (révision générale des politiques publiques) mais aussi de permettre à la droite de reconquérir des positions au plan local par la création de conseillers territoriaux. Pour un gouvernement qui laisse filer l'endettement et supprime des dizaines de milliers de postes de fonctionnaires, il est insupportable de ne pas exercer un contrôle strict sur les collectivités qui réalisent 73% de l'investissement public et qui selon Sarkozy « continuent à créer plus d'emplois que l'état n'en supprime ». La clause de compétence générale serait supprimée pour les départements et les régions. Il s'agit de la possibilité pour les collectivités territoriales de répondre à des besoins sociaux insuffisamment pris en compte par l'état.

Création des Métropoles 450000 hab pour jouer dans la cour des grands, elles seraient doter des compétences des régions et des départements (cohésion sociale, développement économique, éducation). Le risque évident : siphonner une part grandissante de la fiscalité des zones rurales et de toute politique de péréquation.

La taxe professionnelle est remplacée par la cotisation économique territoriale (CET) formée de 2 taxes : une cotisation locale d'activité, la plus faible, assise sur la valeur des locaux et perçue par les communes, et une sur la valeur ajoutée des entreprises, la plus importante, perçue par les régions et département. L'objectif est de « favoriser la compétitivité et l'investissement des entreprises ». Le gain pour les entreprises sera de 12 milliards en 2010, puis de 7 milliards. La TP est la principale ressource de collectivités locales, le manque à gagner sera tel que le gouvernement s'est engagé à compenser par des dotations sans garantir la pérennité.

Je ne développerai pas ici les compétences du CR laissant le soin à Myriam et à Lucien de le faire mais je souhaiterai faire le point sur les questions qui se posent au niveau de notre département.

Le C R a des compétences en terme de transport . Pour nous se pose la question de la Traversée Centrale des Pyrénées qui illustre toutes les aberrations du capitalisme tant sur le plan économique qu 'écologique.

Nous ne sommes pas opposés au fret bien au contraire mais le Grenelle de l'environnement et la crise ont mis à mal le présupposé qui voulait que le transport de marchandises allait croître de manière exponentielle en doublant tous les 10 ans. Depuis un an, il a baissé de 15%. Et puis, nous considérons qu'il y a des solutions alternatives, la réouverture d'ancienne ligne, les autoroutes maritimes, les circuits courts...

L'idée du projet de traversée centrale des Pyrénées dédié au transport ferroviaire de marchandises, éminemment souhaité par l'Espagne afin de mieux se raccrocher à l'Europe a été lancé en 1994 sans aucune consultation de la population.

Une volonté actée par les gouvernements français et espagnol par la création en 2008, d'un groupement européen d'intérêt économique et le lancement de plusieurs études sur divers trajets. Cout entre 6 et 10 milliards d'euros. Où en est le projet. ?

En juin 2008, le conseil général adoptait une motion pour confirmer le partenariat des HTES PYR avec la province d'Aragon par la réalisation d'une liaison souterraine et ferroviaire sur l'itinéraire Hèches Bielsa NTP.(nouvelle traversée Pyrénées)

L'option de l'itinéraire passant par la vallée d'Argelès et prolongé par le tunnel sous le Vignemale a été rejetée . Les raisons sont liées aux problèmes majeurs qui seraient générés pour le tourisme et la situation de Lourdes qui constitue sur l'itinéraire un verrou naturel mais qui représente aussi l'un des grands sites religieux mondiaux à préserver. Ce projet rencontre une forte opposition de la population locale et des élus locaux.

Malvy s'est déclaré pour la traversée centrale des Pyrénées et est intervenu pour la création d'un supertunnel projet pharaonique d'un cout exorbitant qui amènera les camions 300 camions par jour)au pied des Pyrénées, sans créer d'emplois durables. Nous sommes fortement opposé à ce projet et pensons que des alternatives en terme de transport peuvent être développer comme la réouverture de la ligne Canfran , l'encouragement du développement des productions locales sous forme de coopérative ou scop pour relancer l'emploi et éviter les pollutions environnementales .

Le département des hautes Pyrénées est le plus touché par le chômage ces derniers mois. 31% alors qu'il a augmenté de 25% en midi Pyrénées soit 19736 chômeurs.

L'entreprise ESK à fermer , SCT sur Bazet se porte mal, tout le bassin Soulé à Bagnères est touché. Alstom et la socata ne renouvelle pas ses contrats en intérim.

5000 dossiers RSA ont été instruits et un service social qui n'est plus à la hauteur des attentes des usagers .

Le projet de l'hôpital départemental à Lanne , ne va pas sans interpeller la population sur le bien fondé d'une super structure au détriment du service public de proximité. La fermeture des hôpitaux de Tarbes dont le service des urgences a été complètement refait à neuf, Lourdes (qui vient d'être complètement rénové), de Lannemezan , de Bagnères et Vic. Les habitants devront parcourir de nombreux kilomètres pour se faire soigner avec la particularité des Zones rurales et de montagnes.

L'éducation nationale n'est pas épargnée, 13 emplois en moins dans le premier degré et 19 emplois dans le second degré, moins 10 emplois AED, suppression de 9 postes de RASSED. Augmentation des emplois précaires.

DE 2004 à 2009 le conseil régional a accompagné 80 entreprises et 10 projets des industries agroalimentaires Haut Pyrénéens pour un montant de 15 millions d'euros de subvention par exemple l'entreprise KNAUF à Lannemezan (laine de verre 138 salariés), ISP SYSTEME spécialisé dans l'équipement industriel de précision à Vic en Bigorre, DB à Louey entreprise de sous-traitance aéronotique
34 commerces ou entreprises artisanales
soutien des zones d'activités économiques pour près de 7,6 millions d'euros(zones d'activité économique d'ibos et de Pyrène Aéroport sur Tarbes..) et la création ou reprise de 16 petites entreprises.

En agriculture, il a aidé à la modernisation de 315 bâtiments d'élevages, 470 petits investissements agricoles et 153 équipements pour les effluents d'élevage., 138 projets pour les Cuma(coop matériel agricole), installation de 34 jeunes agriculteurs.
800 000 euros en 2004 accordé à 1512 agriculteurs pour faire face à la crise de la sécheresse , enfin 800 000 euros pour la crise avicole et 2 millions 500 000 ont été mobilisés en 2009 pour soutenir la trésorerie des exploitations agricoles.

Ce sont ainsi que sur les 6 dernières années ont été votées plus de 38 millions d'Euros par la région pour l'agriculture et le développement économique haut pyrénéens et tout cela sans aucun contrôle des citoyens ni même des élus qui utilisent l'argent public.

Et que dire de l'économie touristique qui pèse en midi Pyrénées avec 45000 emplois et 4,5 milliards de chiffre d'affaires(6,7% du PIB régional). Les hautes Pyrénées est l'un des départements qui présente un nombre important d'atouts dans ce domaine..
Le conseil Régional en partenariat avec le CG a initié 7 pôles pyrénéens(Gavarnie Gèdre, Tourmalet Pic du midi, Cauterets Luz, Argelès Hautacam, Val d'Azun, Haut Louron Peyragudes, Vallée d'Aure)pour 47 projets totalisant 34 millions d'euros.
Développement des stations thermales 26 millions d'euros.
Modernisation de 220 hôtels, restaurants et camping(114 hôtels à Lourdes soit 6 millions d'euros) mes camarades apprécieront cette modique somme pour les pauvres hôteliers Lourdais .

Ces quelques exemples chiffrés illustrent la politique menée au service des intérêts privés. L'argent , il y en a mais à quoi les élus l'utilisent il ?

Nous sommes aux cotés des salariés, des privés d'emplois, des retraités, des jeunes, des paysans et devons en tant qu'élus être le relais des classes populaires.

Pour cela , nous proposons :

- de récupérer les aides et subventions versées à des entreprises qui ont licencié.
- la Constitution de fonds régionaux publics d'investissement qui seront mis à la disposition des coopératives ouvrières et des producteurs candidats à la reprise autogérée , par les travailleurs eux mêmes, des sites fermés et sous contrôle des citoyens.

mise en place d'offices publics régionaux de conseil juridique. Les ressources de ces offices seraient placées gratuitement à la disposition des syndicats de travailleurs pour instruire au civil ou au pénal ainsi que devant les chambres prud'homales, les dossiers d'infractions aux lois commises par les patrons. Les régions se porteront systématiquement partie civile partie.

Création de fonds des travailleurs en luttés.

Pour que ces différentes mesures puissent être appliquées, la participation et la mobilisation des salariés et de la population sera indispensable . Défendre , reconquérir et étendre le service public en recentrant les fonds sur le public notamment sur l'enseignement et la formation